

**No. 36212**

---

**France  
and  
Poland**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland on cooperation in the field of internal affairs. Warsaw, 12 September 1996**

**Entry into force:** *1 March 1998 by notification, in accordance with article 14*

**Authentic texts:** *French and Polish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 4 November 1999*

---

**France  
et  
Pologne**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne relatif à la coopération en matière d'affaires intérieures. Varsovie, 12 septembre 1996**

**Entrée en vigueur :** *1er mars 1998 par notification, conformément à l'article 14*

**Textes authentiques :** *français et polonais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 4 novembre 1999*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELAT-  
IF À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTÉRIEURES

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Pologne

ci-après dénommés les parties,

Désireux de contribuer au développement de leurs relations bilatérales dans le cadre du traité d'amitié et de coopération du 9 avril 1991,

Mus par la volonté de contribuer activement à la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes,

Souhaitant augmenter l'efficacité de leur coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière,

Désireux de coordonner leurs actions dans le domaine de la Sécurité Civile,

Décidés à développer les actions engagées en matière d'administration générale et locale,

Respectueux des conventions internationales sur ces sujets et particulièrement de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales faite à Rome le 4 novembre 1950, modifiée par les protocoles no 3, 5, et 8 et complétée par le protocole no 2 et par la convention concernant le statut des réfugiés faite à Genève le 28 juillet 1951 et le protocole concernant le statut des réfugiés fait à New-York le 31 janvier 1967,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I. COOPÉRATION POLICIÈRE

*Article 1*

Dans le respect des législations nationales et dans le cadre de leurs compétences, les parties mènent une coopération technique et opérationnelle dans le domaine des missions de police pour ce qui est de la partie française, de police et de garde-frontière pour ce qui est de la partie polonaise et s'accordent mutuellement assistance dans les domaines suivants:

1. La lutte contre le terrorisme,
2. La lutte contre la criminalité organisée,
3. La lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et de leurs précurseurs et contre le blanchiment de fonds,
4. La lutte contre l'immigration irrégulière et la fraude documentaire s'y rapportant,
5. La sûreté du transport aérien,
6. La lutte contre les faux et les contrefaçons,

7. Le maintien de l'ordre public,
8. La police technique et scientifique,
9. La gestion et la formation des personnels.

Cette coopération peut être étendue à tous les domaines qui se révéleront utiles.

#### *Article 2*

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les parties procèdent à

- a) Des échanges d'informations relatives aux actes de terrorisme projetés ou commis aux modes d'exécution et aux moyens techniques utilisés pour l'exécution de tels actes,
- b) Des échanges d'informations relatives aux groupes de terroristes et aux membres de ces groupes dont l'action est prévue, se déroule ou s'est déroulée sur le territoire de l'une des parties et porte atteinte aux intérêts de l'autre partie.

#### *Article 3*

Pour empêcher la culture, l'extraction, la production, l'importation, l'exportation, le transit et la commercialisation illicites de substances psychotropes et de précurseurs, les deux parties prennent des mesures coordonnées pour empêcher la production illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et procèdent à :

- a) Des échanges d'informations relatives aux personnes participant à la production et au trafic illicite de drogue, aux méthodes utilisées par celles-ci, à leurs caches et à leurs moyens de transport, aux lieux d'origine et de destination des drogues ainsi que de tous détails particuliers relatifs à ces infractions, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention de la réalisation d'un délit, de la détection d'un délit, et à la poursuite des auteurs d'infractions commises en violation de la convention unique sur les stupéfiants du 30 mars 1961 telle qu'amendée par le protocole du 25 mars 1972, de la convention du 21 février 1971 et de la convention du 19 décembre 1988,
- b) Des échanges d'informations sur les méthodes courantes du commerce international illicite de drogue,
- c) Des échanges de résultats des recherches de criminalistique et criminologiques menées par elles dans les domaines du trafic illicite de drogue et de la consommation de drogue,
- d) Des échanges d'échantillons de drogues et de substances psychotropes pouvant faire l'objet d'abus,
- e) Des échanges de résultats des expériences relatives au contrôle et au commerce légal de drogues et de précurseurs.

#### *Article 4*

Les parties coopèrent à la prévention des autres formes de criminalité internationale. Aux fins de cette coopération :

a) Les parties se communiquent les informations relatives aux personnes soupçonnées de prendre part à des formes de criminalité internationale, aux relations entre ces personnes, à la structure, au fonctionnement et aux méthodes des organisations criminelles, aux circonstances des crimes commis dans ce contexte, ainsi qu'aux dispositions légales enfreintes et aux mesures prises, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention de telles infractions,

b) Chacune des parties prend à la demande de l'autre partie les mesures policières permises par la législation de son État si elles apparaissent nécessaires aux fins du présent accord,

c) Les parties coopèrent sous forme de mesures policières coordonnées et d'assistance réciproque sur la base d'accords annexes signés par les autorités compétentes,

d) Les parties se communiquent les informations relatives aux méthodes et aux nouvelles formes de la criminalité internationale. Dans ce cadre, chacune des parties peut mettre à la disposition de l'autre, à sa demande des échantillons de matériaux et d'objets et les informations relatives à ceux-ci,

e) Les parties échangent les résultats des recherches qu'elles mènent en criminalistique et en criminologie et s'informent mutuellement de leurs méthodes d'enquête et des moyens de lutte contre la criminalité internationale,

f) Chacune des parties envoie à l'autre des spécialistes dans le but d'acquérir des connaissances professionnelles de haut niveau et de découvrir les moyens, méthodes et techniques modernes de lutte contre la criminalité internationale utilisées par l'autre partie.

## TITRE II. COOPÉRATION DANS LES DOMAINES DES SECOURS ET DE LA PROTECTION À AP- PORTER AUX POPULATIONS

### *Article 5*

Les parties s'accordent à développer une coopération dans le domaine de la sécurité civile sous les formes suivantes:

Echanges d'informations, d'expériences et de visites,

Expertise des matériels utilisés,

Actions de formation,

Envoi, en fonction des disponibilités de l'État requis et sur demande expresse de l'État requérant, d'équipes de secours spécialisées selon la nature de la catastrophe. L'envoi d'une telle mission est prise en charge financièrement par l'État requérant.

## TITRE III. COOPÉRATION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### *Article 6*

En matière de coopération juridique et administrative, les parties décident de poursuivre les échanges dans les domaines suivants:

Protection des libertés publiques,

Protection des libertés individuelles, notamment face à l'informatique,  
Droit des étrangers.

#### TITRE IV. DISPOSITIONS FINALES

##### *Article 7*

Dans chacun des domaines faisant l'objet de titres spécifiques du présent accord, les coopérations techniques auront pour objet principal:

La formation générale et spécialisée,  
Les échanges d'informations et d'expérience professionnelle,  
Le conseil technique,  
L'échange de documentation spécialisée.

##### *Article 8*

Les coopérations techniques, susceptibles d'être mises en oeuvre dans les domaines mentionnés dans le présent accord, font l'objet d'ententes préalables entre les parties, convenues par voie diplomatique. En cas de besoin, des arrangements techniques entre administrations concernées pourront préciser les modalités de mise en oeuvre concrète des actions qui auront été retenues.

##### *Article 9*

La coopération dans les domaines mentionnés dans le présent accord se développe par l'entremise des organismes désignés par chacune des parties à l'autre.

##### *Article 10*

Les frais de réalisation du présent accord sont couverts par la partie sur le territoire de laquelle ils ont lieu, sauf décision contraire des parties dans des cas concrets.

##### *Article 11*

Si l'une des deux parties, saisie d'une demande formulée dans le cadre du présent accord, estime que son acceptation porterait atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son État, cette partie peut refuser son exécution.

##### *Article 12*

Les données nominatives communiquées à l'autre partie dans le cadre de la coopération instituée par le présent accord sont soumises aux conditions suivantes:

a) La partie destinataire de données nominatives ne peut les utiliser qu'aux fins et conditions définies par la partie émettrice, y compris les délais au terme desquels ces données doivent être détruites selon sa propre législation ;

b) La partie destinataire de données nominatives informe la partie émettrice à sa demande de l'usage qui en est fait et des résultats obtenus ;

c) Les données nominatives sont transmises aux seules autorités compétentes pour l'activité à laquelle ces données sont nécessaires ;

d) La partie émettrice garantit l'exactitude des données communiquées après s'être assurée de la nécessité et de l'adéquation de cette communication à l'objectif recherché conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans son Etat. S'il est établi que des données inexactes ou non communicables ont été communiquées, la partie émettrice en informe sans délai la partie destinataire qui corrige les données inexactes ou détruit les données non communicables ;

e) Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les autorités compétentes désignées à l'article 9 en vue de savoir si elles détiennent des informations nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chaque État ;

f) Les données nominatives doivent être détruites dès qu'elles n'ont plus d'usage pour la partie destinataire, même si les délais légaux de la partie destinataire ne sont pas encore échus. La partie destinataire informe sans délai la partie émettrice de la destruction des données communiquées en lui précisant les motifs de cette destruction ;

g) Chacune des parties tient un registre des données communiquées et de leur destruction ;

h) Les parties garantissent la protection des données nominatives qui leur sont communiquées contre tout accès non autorisé, toute modification et toute publication.

#### *Article 13*

1) Chacune des parties garantit le traitement confidentiel des informations qualifiées comme telles par l'autre partie conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans l'État de cette dernière.

2) Les échantillons et informations techniques communiqués dans le cadre du présent accord ne peuvent être transmis à un État tiers sans l'accord de la partie qui les a fournis.

#### *Article 14*

Chacune des parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le premier jour du mois suivant la réception de la seconde notification.

Il est conclu pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de 3 ans. Chacune des parties peut le dénoncer par notification écrite adressée à l'autre partie avec un préavis de trois mois.

Des amendements à cet accord peuvent être adoptés dans les mêmes formes que le présent texte.

En foi de quoi, les représentants des deux parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Varsovie, le 12 septembre 1996 en deux exemplaires, en langue polonaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:

JEAN-LOUIS DEBRÉ  
Ministre de l'Intérieur

Pour le Gouvernement de la République de Pologne:

ZBIGNIEW SIEMIATKOWSKI  
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

[ POLISH TEXT — TEXTE POLONAIS ]

## UMOWA

### **między Rządem Republiki Francuskiej a Rządem Rzeczypospolitej Polskiej o współpracy w dziedzinie spraw wewnętrznych**

Rząd Republiki Francuskiej i Rząd Rzeczypospolitej Polskiej zwane dalej „Stronami”,

pragnąc przyczynić się do rozwoju w ramach Traktatu o Przyjaźni i Solidarności z dnia 9 kwietnia 1991 r., wzajemnych stosunków,

kierując się wolą aktywnego współdziałania w walce z przestępczością we wszelkich jej formach,

pragnąc zwiększyć skuteczność swej współpracy w walce z nielegalną migracją,

dążąc do skoordynowania działań w dziedzinie ratownictwa i ochrony ludności,

chcąc rozwinąć rozpoczęte już działania w dziedzinie administracji państwowej i samorządowej,

stosując się do międzynarodowych konwencji dotyczących tych dziedzin, a zwłaszcza do Konwencji o Ochronie Praw Człowieka i Podstawowych Wolności sporządzonej w Rzymie 4 listopada 1950 roku, zmienionej Protokołami Nr 3, 5 i 8 oraz uzupełnionej Prokołem Nr 2 i do Konwencji dotyczącej statusu uchodźców sporządzonej w Genewie dnia 28 lipca 1951 roku i Protokołu dotyczącego statusu uchodźców sporządzonego w Nowym Jorku dnia 31 stycznia 1967 r.

postanowiły co następuje:

#### **TYTUŁ I - WSPÓLPRACA POLICYJNA**

#### **ARTYKUŁ 1**

Strony będą prowadzić współpracę techniczną i operacyjną w zakresie zadań policji po stronie francuskiej oraz policji i Straży Granicznej po stronie polskiej zgodnie z ustawodawstwem wewnętrznym i swoimi kompetencjami oraz udzielać sobie pomocy w następujących sprawach:

1. walki z terroryzmem,
2. walki ze zorganizowaną przestępczością,



3. walki z nielegalnym przewozem narkotyków i odczynników chemicznych służących do ich produkcji oraz z „praniem brudnych pieniędzy”,
4. walki z nielegalną migracją i związanym z tym fałszowaniem dokumentów,
5. bezpieczeństwa transportu lotniczego,
6. walki z wszelkimi formami fałszerstw,
7. utrzymania porządku publicznego,
8. nowych rozwiązań naukowo-technicznych,
9. szkolenia personelu.

Współpraca ta w miarę potrzeby może być rozszerzona na inne dziedziny w formie aneksów do niniejszej Umowy.

## ARTYKUŁ 2

W ramach walki z terroryzmem Strony będą dokonywać:

- a) wymiany informacji dotyczących planowanych lub zaistniałych aktów terroryzmu, sposobów ich przeprowadzenia oraz użytych przez terrorystów środków technicznych,
- b) wymiany informacji dotyczących grup terrorystycznych i ich członków, których przewidywane, obecne lub poprzednie działania miały już albo będą miały miejsce na terytorium państwa jednej ze Stron i zagrażają interesom drugiej Strony.

## ARTYKUŁ 3

Aby zapobiec nielegalnemu uzyskiwaniu, produkcji, importowi, eksportowi, przewozowi i handlowi substancji psychotropowych i odczynników służących do ich produkcji, Strony podejmą skoordynowane działania w celu przeciwdziałania nielegalnej produkcji narkotyków i substancji psychotropowych poprzez:

- a) wymianę informacji dotyczących osób uczestniczących w nielegalnej produkcji i rozpowszechnianiu narkotyków, metod stosowanych przez te osoby, ich kryjówek i środków transportu, miejsc produkcji i miejsc przeznaczenia narkotyków, jak również wszystkich innych szczegółów dotyczących tych przestępstw, w zakresie w jakim to jest niezbędne do zapobieżenia popełnieniu przestępstwa, wykrycia przestępstwa i ścigania sprawców przestępstw popełnionych z naruszeniem Jednolitej Konwencji o Środkach Odurzających sporządzonej w Nowym Jorku dnia 30 marca 19961 r., z poprawką wprowadzoną protokołem z dnia 25 marca 1972 r., Konwencji o Substancjach Psychotropowych sporządzonej w Wiedniu dnia 21 lutego 1971 r. oraz Konwencji Narodów Zjednoczonych o zwalczaniu nielegalnego obrotu środkami odurzającymi i substancjami psychotropowymi, sporządzonej w Wiedniu dnia 20 grudnia 1988 r.

- b) wymianę informacji o stosowanych metodach międzynarodowego, nielegalnego handlu narkotykami,
- c) wymianę informacji o rezultatach badań z zakresu kryminalistyki i kryminologii prowadzonych przez Strony w dziedzinie nielegalnego handlu narkotykami i zażywania narkotyków,
- d) wymianę próbek narkotyków i substancji psychotropowych,
- e) wymianę doświadczeń związanych z kontrolą i nielegalnym handlem narkotyków i odczynników chemicznych służących do ich produkcji.

#### ARTYKUL 4

Strony będą współpracować w przeciwdziałaniu innym formom przestępczości międzynarodowej. W tym celu:

- a) Strony przekazywać będą sobie informacje dotyczące osób podejrzanych o uczestniczenie w zorganizowanych formach międzynarodowej przestępczości, o związkach między tymi osobami, o strukturze, funkcjonowaniu i metodach organizacji przestępczych, o okolicznościach popełnionych przestępstw, jak również o naruszeniach prawa i przedsięwziętych środkach, w zakresie w jakim jest to niezbędne do zapobiegania tego rodzaju przestępstwom,
- b) każda ze Stron zastosuje na wniosek drugiej Strony środki policyjne dozwolone przez prawodawstwo jej państwa, jeżeli okażą się one niezbędne do realizacji celów niniejszej umowy,
- c) współpraca Stron odbywać się będzie w formie skoordynowanych działań policyjnych i udzielania sobie wzajemnej pomocy na zasadach określonych w odrębnych porozumieniach zawartych przez właściwe organy,
- d) Strony przekazywać będą sobie informacje dotyczące metod i nowych form przestępczości międzynarodowej. W tym celu, każda ze Stron może oddać do dyspozycji drugiej Strony, na jej wniosek, próbki materiałów i przedmiotów oraz związane z nimi informacje,
- e) Strony wymieniać będą informacje o wynikach badań prowadzonych w dziedzinie kryminalistyki i kryminologii informując się wzajemnie o metodach śledczych i środkach walki z przestępczością międzynarodową,
- f) każda ze Stron będzie wysyłać na wniosek drugiej zainteresowanej Strony specjalistów w celu poszerzenia ich specjalistycznej wiedzy zawodowej i zapoznania ich z nowoczesnymi środkami, metodami i technikami walki z przestępczością międzynarodową, stosowanymi przez drugą Stronę,

## **TYTUŁ II - WSPÓLPRACA W DZIEDZINIE RATOWNICTWA I OCHRONY LUDNOŚCI**

### **ARTYKUŁ 5**

Strony będą rozwijać współpracę w dziedzinie ratownictwa i ochrony ludności przed skutkami katastrof i klęsk żywiołowych lub innych poważnych zagrożeń, między innymi w następujących formach:

1. poprzez wymianę informacji i doświadczeń,
2. poprzez ekspertyzy stosowanych metod działania, organizacji i sprzętu,
3. poprzez szkolenie personelu,
4. poprzez wysłanie na wniosek drugiej Strony ekspertów lub odpowiednich grup ratowniczych, w miarę posiadanych możliwości przez Stronę do której adresowany jest wniosek. Koszty udziału ekipy ratowniczej ponosi Strona, która wystąpiła z wnioskiem.

## **TYTUŁ III - WSPÓLPRACA ADMINISTRACJI PAŃSTWOWYCH**

### **ARTYKUŁ 6**

Strony będą kontynuować w dziedzinie współpracy prawnej i administracyjnej wymianę informacji w zakresie:

1. ochrony swobód obywatelskich,
2. ochrony swobód osób, zwłaszcza w dziedzinie informatyki,
3. praw cudzoziemców.

## **TYTUŁ IV - POSTANOWIENIA KOŃCOWE**

### **ARTYKUŁ 7**

W każdej z dziedzin stanowiących przedmiot odrębnego tytułu niniejszej Umowy, współpraca techniczna będzie miała na celu:

1. szkolenie ogólne i specjalistyczne,
2. wymianę informacji i doświadczeń zawodowych,

- 3 doradztwo techniczne.
- 4 wymianę specjalistycznej dokumentacji.

#### ARTYKUŁ 8

Nawiązanie współpracy technicznej w dziedzinach wymienionych w niniejszej Umowie następuje po zawarciu uprzednich porozumień między Stronami, ustalonych na drodze dyplomatycznej. W razie potrzeby, zainteresowane organy będą mogły przeprowadzić ustalenia techniczne pozwalające na ścisłe określenie warunków realizacji konkretnych działań.

#### ARTYKUŁ 9

Współpraca w dziedzinach wymienionych w niniejszej Umowie będzie rozwijana poprzez organy wskazane przez każdą ze Stron drugiej Stronie.

#### ARTYKUŁ 10

Koszty realizacji niniejszej Umowy ponosi ta Strona na terytorium której powstały, o ile w konkretnych przypadkach Strony nie postanowią inaczej.

#### ARTYKUŁ 11

Jeżeli jedna ze Stron uzna, że wniosek skierowany do niej w ramach niniejszej Umowy stanowi zagrożenie dla jej suwerenności, bezpieczeństwa, ładu publicznego lub innych istotnych interesów państwa, może odmówić jego wykonania.

#### ARTYKUŁ 12

Przekazywanie drugiej Stronie danych osobowych w ramach współpracy wprowadzonej niniejszą Umową podlega następującym warunkom:

- a) Strona otrzymująca dane osobowe nie może ich używać do celów i na warunkach innych, niż określone przez Stronę dostarczającą, łącznie z przestrzeganiem terminu, po którym dane te powinny ulec zniszczeniu w świetle jej własnego prawodawstwa,
- b) Strona będąca adresatem danych osobowych, na wniosek Strony dostarczającej, informuje ją o użytku jaki uczyniono z tych danych i o otrzymanych rezultatach,

c) dane osobowe są przekazywane jedynie właściwym organom, którym są niezbędne do prowadzonej przez nie działalności,

d) Strona przekazująca dane gwarantuje ich wiarygodność, po upewnieniu się co do potrzeby i zgodności zakresu informacji z zamierzonym celem, z uwzględnieniem przepisów prawnych obowiązujących w jej państwie. Jeżeli zostanie ustalone, że przekazano dane nieściśle lub dane, których przekazywanie zostało zastrzeżone, Strona przekazująca dane natychmiast zawiadamia drugą Stronę, która koryguje nieściśle dane lub niszczy dane zastrzeżone,

e) każda osoba, która udowodni swą tożsamość, ma prawo zwrócić się do właściwych organów wymienionych w Artykule 9 z pytaniem, czy są one w posiadaniu informacji osobowych jej dotyczących i w przypadku odpowiedzi pozytywnej, uzyskać dostęp do tych danych zgodnie z przepisami prawa obowiązującymi w każdym państwie,

f) dane osobowe powinny być zniszczone, jak tylko przestaną służyć Stronie, która była ich adresatem, nawet jeżeli terminy przewidziane przez prawodawstwo Strony udzielającej te dane nie zostały jeszcze przekroczone. Strona otrzymująca dane informuje bezzwłocznie Stronę przekazującą dane o ich zniszczeniu, wyjaśniając przyczyny tego zniszczenia,

g) każda ze Stron prowadzi rejestr przekazanych i zniszczonych danych,

h) Strony gwarantują ochronę danych osobowych, które zostały im przekazane, przed dostępem niepowołanych osób i instytucji oraz przed jakąkolwiek zmianą i rozpowszechnieniem.

### ARTYKUŁ 13

1. Każda ze Stron gwarantuje poufne traktowanie informacji zaliczonych do tej kategorii przez drugą Stronę zgodnie z przepisami prawnymi obowiązującymi w państwie tej Strony.

2. Próbkki i informacje techniczne przekazane w ramach niniejszej Umowy nie mogą być udostępniane innemu państwu bez zgody Strony, która je przekazała.

### ARTYKUŁ 14

1. Umowa niniejsza podlega przyjęciu zgodnie z prawem każdej ze Stron, co zostanie stwierdzone w drodze wymiany not. Umowa wejdzie w życie po upływie 30 dni od dnia otrzymania noty późniejszej.

2. Umowa niniejsza zawarta jest na okres 3 lat i ulega przedłużeniu na okres kolejnych 3 lat jeżeli nie zostanie wypowiedziana.

3. Umowa może być wypowiedziana w drodze notyfikacji przez każdą ze Stron i w takim przypadku traci moc po upływie 3 miesięcy od dnia doręczenia wypowiedzenia.

Sporządzono w Gurskowie w dniu 12 września 1996 w dwóch egzemplarzach w języku francuskim i polskim, przy czym oba teksty są jednakowo autentyczne.



Z upoważnienia  
Rządu Republiki Francuskiej  
Minister Spraw Wewnętrznych



Z upoważnienia  
Rządu Rzeczypospolitej Polskiej  
Minister Spraw Wewnętrznych

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ON COOPERATION IN THE FIELD OF INTERNAL AFFAIRS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland

hereinafter referred to as the parties,

Desiring to further the development of their bilateral relations within the framework of the Treaty of Friendship and Solidarity of 9 April 1991,

Prompted by the determination to contribute actively to combating crime in all its forms,

Seeking to enhance the effectiveness of their cooperation in combating illicit immigration,

Desiring to coordinate their actions in the field of public security,

Intent on furthering activities undertaken in the field of general and local administration,

Mindful of the international conventions on these subjects, especially the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms done at Rome on 4 November 1950, as amended by Protocol Nos. 3, 5 and 8 and as supplemented by Protocol No. 2 and by the Convention Relating to the Status of Refugees done at Geneva on 28 July 1951 and the Protocol relating to the Status of Refugees done at New York on 31 January 1967.

Have agreed as follows:

CHAPTER I. POLICE COOPERATION

*Article 1*

With due regard for national laws and within the limits of their powers, the parties shall pursue technical and operational cooperation in respect of assignments by police in the case of the French party and by police and border guards in the case of the Polish party and shall render mutual assistance in the following areas:

1. Combating terrorism;
2. Combating organized crime;
3. Combating illicit traffic in narcotic drugs and their precursors and money-laundering;
4. Combating irregular immigration and associated documentary fraud;
5. Air transport safety;
6. Combating forgery and counterfeiting;
7. The maintenance of law and order;

8. Technical and scientific police work;

9. Staff management and training.

Such cooperation may be extended to include any area in which it would prove useful.

#### *Article 2*

In combating terrorism, the parties shall:

(a) Exchange information pertaining to planned or executed acts of terrorism and to methods and technical means used to execute such acts,

(b) Exchange information pertaining to terrorist groups and their members whose activities are planned, are being executed or have been executed in the territory of either party and affect the interests of the other party.

#### *Article 3*

To prevent the illicit cultivation, extraction, production, import, export, transit and sale of psychotropic substances and precursors, the two parties shall take coordinated measures to prevent the illicit production of narcotic drugs and psychotropic substances and shall:

(a) Exchange information on persons participating in the production and illicit traffic of narcotic drugs, the methods they utilize, the means of concealment and transport, the places of origin and destination of the drugs, together with any details relating to violations, insofar as is necessary to prevent an offence from being committed, detect an offence or prosecute persons who have committed offences in breach of the Single Convention on Narcotic Drugs of 30 March 1961, as amended by the Protocol of 25 March 1972, the Convention of 21 February 1971 and the Convention of 19 December 1988,

(b) Exchange information on current methods used in the illicit international drug trade,

(c) Exchange research findings in crime detection and criminology in the fields of illicit drug trafficking and abuse,

(d) Exchange samples of narcotic drugs and psychotropic substances susceptible of abuse,

(e) Exchange results of experience in the control of and legal commerce in drugs and precursors.

#### *Article 4*

The parties shall cooperate in the prevention of other forms of international crime. For the purposes of such cooperation:

(a) The parties shall communicate to each other information on persons suspected of taking part in forms of international crime, relations between such persons, the structure, operation and methods of criminal organizations, the circumstances of offences committed in that context, and legal provisions breached and measures implemented, insofar as is necessary to prevent such offences,



(b) Each party shall, at the request of the other party, take the police measures allowed under its State legislation if they appear necessary for the purposes of this Agreement,

(c) The parties shall cooperate by means of coordinated police measures and reciprocal assistance on the basis of annexed agreements signed by the competent authorities,

(d) The parties shall communicate to each other information on the methods and new forms of international crime. In that context, each party may make available to the other, at its request, samples of materials and objects, and information relating thereto,

(e) The parties shall exchange their research findings in crime detection and criminology and shall keep each other informed of the methods which they use to investigate and combat international crime,

(f) Each party shall send specialists to the other with a view to acquiring high-level professional knowledge and becoming acquainted with the modern means, methods and techniques for combating international crime employed by the other party.

## CHAPTER II. COOPERATION IN THE FIELDS OF RELIEF AND PROTECTION

### *Article 5*

The parties agree to develop cooperation in the field of public security as follows:

Exchanges of information, experience and visits,

Expertise in the use of materials,

Training activities,

According to the means available in the requested State, the dispatch at the express request of the requesting State, of specialized rescue teams depending on the nature of the disaster. The dispatch of such a mission shall be funded by the requesting State.

## CHAPTER III. GENERAL ADMINISTRATIVE COOPERATION

### *Article 6*

The parties agree to maintain exchanges in the following areas of legal and administrative cooperation:

the protection of public freedoms,

The protection of individual freedoms, especially in the context of information technology,

The law on aliens.

## CHAPTER IV. FINAL PROVISIONS

### *Article 7*

In each of the fields dealt with in specific chapters of this Agreement, technical cooperation shall have as its main objective:

General and specialized training,  
Exchanges of information and professional experience,  
Technical advice,  
Exchange of specialized documentation.

*Article 8*

The technical cooperation to be carried out in the fields referred to in this instrument shall form the subject of prior agreements between the parties, arrived at through the diplomatic channel. Where necessary, technical agreements between the administrations concerned shall specify the arrangements for implementing the activities selected.

*Article 9*

Cooperation in the fields referred to in this Agreement shall be furthered by the bodies which each party shall designate to the other.

*Article 10*

The costs of implementing this Agreement shall be met by the party in whose territory they are incurred, unless the parties decide otherwise in particular cases.

*Article 11*

If either party, having received a request formulated pursuant to this Agreement, considers that its acceptance would undermine its sovereignty, security, law and order or other vital State interests, then that party may refuse to carry out the request.

*Article 12*

Personal information communicated to the other party within the framework of the cooperation established by this Agreement shall be subject to the following conditions:

(a) The party receiving the personal information may use it solely for the purposes and according to the conditions laid down by the sending party, including the time limits by which that information must be destroyed according to its own legislation;

(b) The party receiving the personal information shall inform the sending party at its request of the use to which that information is put and the results obtained;

(c) The personal information shall be transmitted only to the competent authorities for the purpose for which it is required;

(d) The sending party shall guarantee the accuracy of the information communicated after assuring itself of the necessity and appropriateness of such communication in relation to the desired objective in accordance with the laws and regulations in force in that State. If it is established that inaccurate or non-communicable information has been communicat-

ed, the sending party shall inform the receiving party without delay and the latter shall correct the inaccurate information or destroy the non-communicable information;

(e) Any person who provides proof of his identity has the right to question the competent authorities designated in article 9 in order to determine whether they hold personal information concerning him and, if so, to have it communicated to him, in accordance with the laws and regulations in force in each State;

(f) Personal information shall be destroyed as soon as it is no longer of use to the receiving party, even if the legal time limits of the receiving party have not yet expired. The receiving party shall without delay inform the sending party that the information communicated has been destroyed and specify the reasons for that destruction;

(g) Each party shall maintain a register of communicated information and its destruction;

(h) The parties undertake to guard the personal information communicated to them against any unauthorized access, modification or publication.

#### *Article 13*

(1) Each party guarantees that any information described as confidential by the other party shall receive confidential treatment in accordance with the laws and regulations in force in the latter State.

(2) The samples and technical information communicated pursuant to this Agreement shall not be transmitted to a third State without the agreement of the party which has supplied them.

#### *Article 14*

Each party shall notify the other of the completion of the procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the month following the receipt of the second notification.

This Agreement is concluded for a duration of three years and shall be automatically renewable for further periods of three years. Either party may terminate it by giving three months written notice to the other party.

Amendments to this Agreement may be adopted in the same manner as this text.

In witness whereof, the representatives of the two parties, duly authorized to that end, have signed this Agreement and thereto affixed their seal.

Done at Warsaw on 12 September 1996 in two copies in the Polish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN-LOUIS DEBRÉ  
Minister of the Interior

For the Government of the Republic of Poland:

ZBIGNIEW SIEMIATKOWSKI  
Minister of the Interior